



Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

Hors-série | 2011
Postures assignées, postures revendiquées

Le jour d'après

The Day After

Jeanne Favret-Saada



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/5820>

DOI : 10.4000/jda.5820

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2011

Pagination : 197-205

ISBN : 978-2-953-95998-7

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Jeanne Favret-Saada, « Le jour d'après », *Journal des anthropologues* [En ligne], Hors-série | 2011, mis en ligne le 09 mars 2015, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/5820> ; DOI : 10.4000/jda.5820

Journal des anthropologues

LE JOUR D'APRÈS

Jeanne FAVRET-SAADA*

Jeanne Favret-Saada a travaillé sur le terrain successivement en Algérie et dans le Bocage de l'Ouest français. Depuis 1999, elle a consacré une partie de son travail à des questions de racisme et de laïcité. Directrice d'études à l'EPHE (section des Sciences religieuses), elle a publié depuis sa mise à la retraite, *Le Christianisme et ses juifs* (avec Josée Contreras, 2004), *Algérie 1962-1964, Essais d'anthropologie politique* (2006), *Comment produire une crise mondiale avec douze petits dessins* (2007), *Désorceler* (2009), *Jeux d'ombres sur la scène de l'ONU. Droits humains et laïcité* (2010).

Nous sommes aujourd'hui dans l'après-coup d'une série de défaites politiques désastreuses qu'il est impossible de dissocier les unes des autres : les « réformes » des universités et de la recherche, celles relatives à la formation des enseignants et des éducateurs ainsi que, plus largement, celles de la fonction publique¹. Notre choix professionnel du service public pour les valeurs qu'il affichait jusqu'ici en a été atteint : nous ne nous reconnaissons ni dans les nouvelles valeurs ni dans les nouvelles conditions mises à l'exercice de nos métiers. Ceci, que nous soyons anthropologues, enseignants, éducateurs, postiers, cheminots, médecins hospitaliers,

* GSPM – 10 rue Monsieur Le Prince, 75006 Paris
Courriel : favsa@club-internet.fr

¹ Ce ne sont pas des réformes au sens où ces lois ne visent pas à améliorer le fonctionnement du service public, mais à le convertir en une collection disparate d'entreprises privées.

infirmières, magistrats ou policiers². Depuis quatre ans, nous avons beaucoup combattu et régulièrement perdu. De là un sentiment d'indignation et d'impuissance. Même la perspective d'une alternance politique ne fait pas rêver, tant nous ignorons si elle aura lieu et, au cas du oui, ce qu'un gouvernement dirigé par le Parti socialiste voudra ou pourra faire pour rétablir l'esprit du service public.

Dans ce contexte général, le colloque « Postures assignées, postures revendiquées » a été un petit événement miraculeux : des anthropologues, plutôt que de protester en corporation, se sont associés avec d'autres – notamment des éducateurs sociaux – pour faire le point et tenter de construire une perspective commune. Avec le souci, toujours, d'étendre leurs réflexions à l'ensemble du service public et/ou à l'ensemble des relations professionnelles et salariales en France. Le jeu des trois notions mises à la disposition des participants – postures assignées, postures revendiquées, et *talvera* – avait, entre autres, la vertu de se prêter à la lecture de tous les métiers, quel qu'en soit le cadre contractuel. Aussi mon propos se bornera-t-il à tirer de ces débats – passionnants en eux-mêmes – quelques lignes que je crois porteuses d'avenir.

– 1. Par ses « réformes », la présidence Sarkozy a donné un coup fatal à un renversement des valeurs du service public qui avait débuté avant elle ; selon les indicateurs retenus, dans les années 2001-2002, ou dans les années 1980. Il est donc normal que la plupart des communications fassent état de la colère, de l'indignation, et de la souffrance suscitées par ces « réformes » pour lesquelles nous n'avons pas été consultés et que nous avons vécues comme un scandale.

Non pas, comme la droite n'a cessé de le seriner dans les médias, parce que nous serions attachés à des privilèges désormais trop coûteux pour la nation. Mais parce qu'un « nouvel esprit du

² Au-delà de l'imposition autoritaire et maladroite de recettes « libérales » au service public, nous sommes tout aussi concernés, cela va de soi, par le démantèlement rapide du droit du travail, ainsi que par le refus obstiné de concertation avec les salariés et leurs organisations syndicales.

capitalisme », pour reprendre l'expression de Boltanski et Chiappello³, était imposé au service public et à chacun de nos métiers dans son plus petit détail. Démarche qui a conduit à des absurdités notoires en même temps qu'à des injustices caractérisées, par exemple à propos du statut des enseignants-chercheurs⁴ ou de la formation pratique des futurs enseignants.

Au-delà de l'indignation, que pourrions-nous faire ? Depuis 2007, les interventions de nos représentants dans les débats publics relatifs à ces « réformes » ont privilégié le débat sur les principes, sur l'esprit du service public. Ne conviendrait-il pas, désormais, de démontrer l'atteinte aux principes en partant de situations concrètes, comme ce colloque en a évoqué ? Peut-être faudrait-il enrichir les dossiers de nos champions d'une collection de cas (certes individuels, mais pas seulement) illustrant la nocivité des mesures déjà prises. Valerio Vassallo, par exemple, montre bien qu'avant, il était un membre aussi nécessaire que d'autres de la communauté des mathématiciens ; tandis qu'aujourd'hui, il est un enseignant jetable auquel, sous prétexte qu'il ne publie pas assez, on rendra impossible tout accès à la recherche en doublant sa charge d'enseignement. Il faudrait accumuler les histoires de cas, sous forme de vignettes de quelques pages, et les organiser en une collection pour chaque statut. On pourrait alors voir, de façon irréfutable, ce que les « réformes » ont choisi de sacrifier, ce que cela produit dans l'activité des chercheurs et enseignants, et comment cela frappe le présent et l'avenir de chaque discipline.

Des dossiers transversaux pourraient être constitués pour illustrer les aspects les plus catastrophiques de ces « réformes », quelle que soit la discipline envisagée. Par exemple, un dossier sur le temps désormais compté des recherches : elles ne prévoient pas, semble-t-il, qu'un chercheur consacre du temps à accroître sa

³ Boltanski L., Chiappello E., 1999. *Le Nouvel esprit du capitalisme*. Paris, Gallimard.

⁴ Il est particulièrement intéressant que la plupart des communications au colloque aient été le fait d'enseignants-chercheurs ou de chercheurs sous contrat – donc précaires.

culture générale en sciences humaines, à lire les travaux de ses collègues à travers le monde, à se spécialiser dans un autre champ de problèmes, à construire une question nouvelle, etc. Il ne s'agit pas là de revendiquer un droit à la *talvera*, un moment de liberté entre deux tâches monotones, mais une nécessité absolue et permanente de tout travail intellectuel. On pourrait aussi bien montrer comment les temps affectés aux divers enseignements scolaires et universitaires ne permettent plus de former des citoyens et des chercheurs critiques.

Pour faire connaître notre état détaillé des nouvelles contraintes et de la paralysie intellectuelle et citoyenne qu'elles engendrent, nous pourrions utiliser largement les médias numériques et leur capacité à diffuser des contenus de façon à la fois immédiate et sur toute la planète. Ainsi pourraient se créer des réseaux internationaux plus légers à mettre en place que des colloques. La situation française pourrait alors être confrontée avec celles de nos collègues européens, américains et asiatiques. Nous y gagnerions des données solides à opposer aux baroques comparaisons internationales brandies par nos « réformateurs ».

– 2. La communication de François Chobeaux sur l'aide sociale aux jeunes en errance montre avec netteté le travail de reconsidération de nos valeurs que nous devrions tous mener, indépendamment de toute protestation contre la politique de « réformes ».

Au début des années 1990, l'aide sociale était... ce qu'elle était, cahotant entre des valeurs contradictoires : la compassion, le respect de la demande d'autrui, le désir d'insérer socialement les « clients », l'accompagnement de longue durée, et voilà qu'apparaissent les punks à chiens, des jeunes de toute évidence en souffrance et en danger, mais qui ne sont demandeurs de rien parce qu'ils n'entendent pas céder sur leur choix de vie marginal et sur la mobilité qu'il implique. Des éducateurs, un peu partout à travers le territoire français, sont alors confrontés à leur propre désir, à leur propre demande, et à leurs façons de travailler par ces « mauvais pauvres ». La formule que ces éducateurs ont bricolée, peu à peu, est remarquable : certes, parce qu'elle fonctionne ; mais surtout

parce qu'elle les a contraints à une réorganisation de leurs valeurs autour d'une seule : se mettre au service des besoins qu'expriment ces jeunes errants. Sans chercher à les convertir aux joies de la sédentarité, de l'insertion sociale, de la relation privilégiée avec un seul éducateur, de l'arrêt des drogues.

On peut supposer que la « réforme » du travail social ne facilite pas ce genre d'orientation, mais François Chobeaux n'en parle pas. L'important pour notre propos est que ces éducateurs, mis au pied du mur par leurs clients, ont été contraints de nouer une relation vivante avec chacune de leurs valeurs, de savoir pourquoi ils tenaient tant à telle ou telle, et d'arbitrer le conflit concret où elles étaient entrées les unes avec les autres.

Ce texte est un exemple de ce que nous pourrions faire, chacun dans notre domaine, pour éviter de nous enfermer dans la revendication victimaire. Construire une description détaillée des inévitables conflits entre nos valeurs – malgré ou à cause des « réformes » qui nous sont infligées – nous rendrait conscients de ce sur quoi il est impossible de céder dans l'exercice de nos métiers et aussi, de ce qui gagnerait à se réformer. Pour ce qui me concerne, je dirais que l'anthropologie ne peut se passer ni de l'exigence critique, ni du temps (celui de la réflexion et de l'instruction, comme celui de la rencontre avec nos enquêtés). Mais nous savons tous que ces valeurs sont parfois utilisées par certains pour masquer une absence de pensée : ainsi, certains d'entre nous vont en Afrique pour y rencontrer une incarnation pure de Derrida, de Lacan ou d'Althusser ; tandis que d'autres prennent à ce point leur temps qu'ils ne produisent jamais rien. Cela aussi peut être décrit et pris en compte.

– 3. La communication de Patrice Desmons nous fait envisager une réalité déplaisante : les positions assignées (que tous les textes du colloque ont tendance à mettre sur le dos de l'État) peuvent aussi l'être par « nous », à d'autres dont l'existence nous dérange – les « mauvais pauvres », dirait Gieremek ; les mauvais transgenre, dirait Desmons. En l'occurrence, dans le cas qu'il décrit, des apprentis éducateurs sociaux hétéro-normés s'offusquent de drag-kings ou bio-femmes qui, loin de se présenter en victimes,

« s’emparent des attributs des bio-hommes, en jouent psychologiquement, socialement et sexuellement... », et revendiquent leur jouissance. Bref, les élèves éducateurs sont gênés de voir que les bio-femmes tirent du plaisir de cela même dont elles devraient se plaindre.

Desmons nous propose de généraliser cette position à nos professions d’éducateurs et de chercheurs. Je vois bien l’intérêt de débusquer nos propres assignations hétéro-normées, mais je ne vois pas très bien comment nous pourrions reprendre à notre compte la posture queer. Par contre, nous devrions nous emparer de l’appel que fait Desmons à la jubilation de revendiquer nos valeurs et de provoquer nos autorités sur celles qu’ils prétendent imposer à la France entière.

En effet, rien ne nous oblige à ne produire que des critiques défensives des « réformes » et surtout à les exprimer sur le ton du sérieux, voire du drame ou du scandale. Quand j’ai pris connaissance des lois encadrant désormais la recherche et l’enseignement, j’en ai bien sûr ressenti avec violence l’idée que « la réalité » ce serait cela, désormais. Mais j’ai aussi été prise de fou-rire devant le ridicule et l’irréalisme de nombre de dispositions de ces lois⁵. Nous pourrions aussi écrire des fictions ethnographiques, par exemple la monographie désopilante d’une société dont les valeurs ne seraient régies que par la nouvelle éthique du capitalisme – sans temps et sans relations sociales, acharnés à la productivité immédiate, ayant remplacé le langage par la « com », etc. Ou la monographie d’un laboratoire scientifique dont les règles de fonctionnement ne seraient régies que... Ou encore, produire des descriptions fictives de la façon dont travaillent ceux-là même qui nous contraignent, le temps et l’argent

⁵ Ainsi l’idée de mobiliser enseignants et chercheurs par des incitations individuelles : selon qu’on veut féliciter ou punir, des gratifications ou des sanctions financières. Non seulement la mesure est infantilisante, mais elle ne tient pas compte du caractère le plus souvent collectif du travail académique. Ou encore le projet de limiter le féodalisme académique en donnant infiniment plus de pouvoir aux présidents d’universités (le féodalisme est donc le seul fait de la base !)

que cela coûte aux citoyens, le genre de relations sociales qu'ils entretiennent (la guerre chronique de chacun contre tous) et leur « production » législative désordonnée : le ministère de la Recherche, surtout le Cabinet du ministre et son rapport avec les grandes Directions ; le ministère des Affaires sociales ; les services de la présidence et du Premier ministre, la direction de l'UMP et le travail de ses groupes parlementaires, etc. Il existe des rapports de la Cour des comptes sur leur fonctionnement en matière de dépense des fonds publics, des travaux de sociologie politique et des enquêtes de presse sur le processus de fabrication des lois – bref, de quoi nourrir notre méchanceté.

Nous pourrions publier des textes sur tous ces sujets, mais aussi demander l'aide de dessinateurs-auteurs de BD⁶. Et l'on pourrait compter sur la diffusion de ces tentatives par Internet pour profiter des idées malicieuses de nos lecteurs. Ces réseaux sociaux, qui ont permis la libération des esprits dans la jeunesse du monde arabe, sont aussi une ressource pour notre propre révolte.

Il se trouve que j'ai donné beaucoup de conférences en Europe ces dernières années : partout, les jeunes chercheurs se plaignaient de ne pouvoir rééditer ma « posture revendiquée » de chercheuse des années 1970. C'est à la fois vrai et faux. Déjà dans ces années-là, j'ai dû accepter de prendre certains risques et contraindre mon labo à admettre que je le fasse. Quand je l'ai remercié, dans *Les mots, la mort, les sorts*, de m'avoir « laissée m'engager dans des chemins qui peut-être ne mèneraient nulle part », le directeur, croyant à une provocation de ma part, a exigé que je m'excuse. Je ne l'ai bien sûr pas fait, mais il n'a jamais pu croire que ma formule entendait être un magnifique éloge à mon institution de recherche. Déjà en 1977, les « chercheurs » étaient donc supposés ne pouvoir que « trouver », sans prendre le temps d'errer ni risquer un échec. C'est pourquoi mes jeunes interlocuteurs européens me paraissent un peu dans le faux : ils sont

⁶ Le film de Valerio Vassallo, *Campus 2016*, constitue un bon exemple de ce genre d'actions.

résignés d'avance à sabrer dans leur activité tout ce qui pourrait menacer l'objectif de « production » dans les délais.

Dans l'ordre de la critique plaisante des injonctions qui nous sont faites, nous pourrions aussi publier des articles et des livres dans les temps prescrits, mais en ne traitant que les fragments de recherche produits avec les moyens reçus (en temps et en matériaux). Détailler les démarches rendues impossibles par manque d'argent, les opérations de recherche abandonnées parce que trop coûteuses en temps... Entre autres, par le temps de l'enquête, qui n'est jamais celui du CNRS ou de l'université. Nous pourrions déclarer, en gros : avec ce que vous m'avez donné, j'ai réalisé telle partie du devis initial. Éventuellement : j'ai aussi réalisé telle autre partie, mais à mes frais et pendant mes week-ends.

Ce ne sont là que quelques idées jetées en vrac, plutôt destinées à en susciter d'autres qu'à développer un programme d'action véritablement responsable. Le colloque « Postures assignées, Postures revendiquées » voulait prendre acte des nombreuses défaites que nous avons subies et dessiner l'avenir. Le jour d'après, la lutte continue, mais elle gagnerait à privilégier l'attaque sur la défense, et à utiliser l'arme de la dérision.

Résumé

En conclusion du colloque « Postures assignées, Postures revendiquées », l'auteure se demande comment réorienter la protestation. De deux façons : 1. En montrant la nocivité et l'absurdité des nouvelles lois à partir de cas et non plus de principes. 2. En publiant des monographies satiriques soit sur les tribus savantes telles que l'État les imagine soit sur les tribus politiques qui élaborent ces « réformes ».

Mots-clefs : mobilisation politique, université, chercheurs, travailleurs sociaux, satire.

Summary

The Day After

Concluding the symposium *Positions ascribed, Positions claimed*, the author considers how to redirect the protest. In two ways: 1. We have to stop speaking about principles and could prove the harmfulness and absurdity of the new laws from case studies. 2. We ought to publish satirical monographs, either about the scholarly tribes as the State views them, or about the political tribes which draw up these « reforms ».

Key-words: political mobilization, university, researchers, social workers, satire.

* * *